

SIMPLIFIER

LA FRANCE

Pour une administration
plus claire et plus efficace

Dorient Gandouin
2026

SIMPLIFIER LA FRANCE

Pour un pays plus clair, plus juste et plus efficace

Comprendre la complexité.

Proposer des solutions.

Construire une administration au service des citoyens.

La complexité administrative n'est pas une fatalité.

Ce livre propose une réflexion simple, accessible et concrète sur la manière de rendre les règles plus compréhensibles, les décisions plus responsables et l'État plus proche des citoyens.

Sommaire

Préface	1
Introduction	2
PARTIE I.....	3
Comprendre l'origine de la complexité administrative	3
Tableau : exemples de complexité administrative.....	3
Les effets de la complexité administrative	4
Conclusion de la première partie.....	4
PARTIE II	5
L'histoire administrative française et l'évolution de la complexité	5
Tableau : grandes étapes de l'évolution administrative française	5
La multiplication des niveaux administratifs.....	6
Tableau : organisation administrative territoriale.....	6
La perception de la complexité par les citoyens.....	7
Exemple concret : création d'une entreprise	7
La comparaison internationale.....	8
Tableau : exemples de simplification administrative internationale	8
Les limites des comparaisons internationales.....	8
Les enjeux de la simplification.....	9
Conclusion de la deuxième partie.....	9
PARTIE III	10
Les fondements d'un État plus simple.....	10
Premier pilier : la clarté	10
Deuxième pilier : l'efficacité	10
Troisième pilier : la coordination	11
Quatrième pilier : la confiance	11
Tableau : les piliers de la simplification administrative	11
Dix orientations pour simplifier l'administration	12
1. Création d'un compte administratif unique	12
2. Transmission unique des informations	12
3. Simplification des formulaires administratifs.....	12
4. Réduction des délais administratifs	12
5. Coordination entre administrations	12
6. Clarification des responsabilités	12
7. Modernisation des outils administratifs.....	12
8. Transparence des procédures.....	12
9. Évaluation régulière des procédures.....	12
10. Formation des agents publics	12
Tableau : dix orientations pour la simplification.....	13
Le guichet administratif unique.....	13

Conclusion de la troisième partie	13
PARTIE IV	14
La transformation numérique de l'administration	14
Le principe d'une administration numérique intégrée.....	14
Tableau : fonctionnement d'une administration numérique intégrée	15
L'émergence de l'intelligence artificielle.....	15
La question de la sécurité des données	16
Tableau : principes de sécurité numérique	16
La réduction des coûts administratifs	16
Tableau : impact économique de la simplification	17
Le rôle des agents publics.....	17
Le plan de transformation administrative.....	17
Tableau : étapes de la transformation administrative	18
Conclusion de la quatrième partie	18
PARTIE V	19
Vers un nouveau modèle administratif.....	19
La gouvernance administrative.....	19
Tableau : principes d'une gouvernance administrative simplifiée	19
L'administration au service des citoyens.....	20
Simplification administrative et développement économique.....	20
La simplification administrative au service des grandes politiques publiques.....	20
Dix réformes pour simplifier la France	21
1. Création d'un compte administratif unique	21
2. Principe « dites-le nous une fois ».....	21
3. Guichet administratif unique	21
4. Simplification des formulaires administratifs.....	21
5. Délais administratifs encadrés	21
6. Révision régulière des normes administratives	21
7. Coordination renforcée entre institutions	21
8. Modernisation numérique des services publics	21
9. Transparence des procédures administratives	21
10. Participation des agents publics à la simplification.....	21
Simplification administrative et transition écologique.....	22
Tableau : simplification administrative et transition écologique.....	22
Simplification administrative et gestion des mobilités internationales	23
Simplification administrative et coopération internationale.....	23
L'équilibre entre innovation et stabilité.....	24
Une vision pour l'avenir.....	24
Conclusion générale	25

Préface

La France est un pays dont l'organisation administrative s'est construite progressivement au fil des siècles. Les institutions publiques, les administrations centrales, les collectivités territoriales et les différents services de l'État ont été créés afin d'organiser la vie collective et d'assurer la continuité de l'action publique. Cette organisation constitue aujourd'hui l'un des piliers de la stabilité du pays. Elle permet de garantir les libertés publiques, d'assurer la gestion des politiques publiques et de maintenir un cadre administratif capable de répondre aux besoins de la société.

Le système administratif français possède une caractéristique particulière : il repose sur une structure très élaborée, issue d'une longue tradition institutionnelle. Cette richesse administrative a permis au pays de développer des services publics solides et de mettre en place des mécanismes de protection sociale parmi les plus avancés au monde. Les administrations françaises jouent un rôle essentiel dans l'organisation du territoire, dans la gestion de la santé, de l'éducation, de la justice et dans la régulation de nombreuses activités économiques.

Cependant, cette organisation administrative très structurée peut également produire une certaine complexité. Au fil du temps, les réformes successives ont ajouté de nouvelles règles, de nouvelles procédures et de nouvelles institutions destinées à répondre à des situations particulières. Individuellement, ces décisions ont souvent permis d'améliorer le fonctionnement du système. Mais lorsqu'elles s'accumulent sur de longues périodes sans simplification globale de l'organisation administrative, elles peuvent produire un ensemble difficile à comprendre pour les citoyens.

De nombreux Français expriment aujourd'hui un sentiment partagé : celui d'un système administratif devenu complexe. Les démarches peuvent sembler longues, les procédures nombreuses et les responsabilités entre institutions ne sont pas toujours clairement identifiées. Cette perception ne signifie pas que les administrations fonctionnent mal. Elle traduit plutôt une difficulté croissante à appréhender un système devenu particulièrement dense.

La question de la simplification administrative apparaît donc comme un enjeu majeur pour l'avenir du fonctionnement public. Simplifier l'administration ne signifie pas supprimer les règles ni affaiblir les institutions. Simplifier signifie rendre les règles plus lisibles, les procédures plus compréhensibles et l'organisation administrative plus accessible pour les citoyens.

Un système administratif clair permet d'améliorer l'efficacité de l'action publique. Il permet également de renforcer la confiance entre les citoyens et les institutions. Lorsque les règles sont compréhensibles, les citoyens peuvent mieux exercer leurs droits et participer plus activement à la vie collective.

Cet ouvrage propose une réflexion sur la simplification administrative de la France. L'objectif n'est pas de critiquer le fonctionnement actuel des institutions, mais de réfléchir à la manière dont leur organisation pourrait être améliorée afin de répondre plus efficacement aux besoins des citoyens.

Introduction

Le paradoxe administratif français

La France possède l'un des systèmes administratifs les plus élaborés au monde. Cette organisation a permis au pays de construire des institutions solides, capables d'assurer la continuité de l'action publique, de garantir les libertés fondamentales et de développer un modèle social reconnu.

Cependant, cette richesse institutionnelle s'est progressivement accompagnée d'une complexité croissante. Au fil des décennies, les réformes administratives, les nouvelles politiques publiques et l'évolution de la société ont conduit à l'accumulation de nombreuses règles, procédures et structures administratives.

Individuellement, chacune de ces évolutions répondait à un objectif légitime : améliorer l'efficacité de l'action publique, renforcer certaines protections ou adapter l'administration à de nouveaux défis. Mais leur accumulation progressive a parfois rendu l'ensemble du système difficile à appréhender pour les citoyens.

Ce phénomène peut être qualifié de paradoxe administratif français. Un système conçu pour garantir l'efficacité et la protection des citoyens peut parfois produire des démarches perçues comme complexes ou difficiles à comprendre.

Dans la vie quotidienne, de nombreux citoyens doivent accomplir des démarches administratives qui impliquent plusieurs institutions, plusieurs formulaires ou plusieurs étapes successives. Les mêmes informations doivent parfois être transmises plusieurs fois à différentes administrations.

Cette situation ne résulte pas d'un dysfonctionnement des institutions. Elle résulte plutôt d'un système qui s'est construit progressivement sans toujours être repensé dans sa globalité.

La simplification administrative consiste précisément à répondre à ce défi. Elle ne vise pas à affaiblir l'État ni à réduire les protections offertes aux citoyens. Elle vise à rendre l'organisation administrative plus lisible, plus cohérente et plus accessible.

Simplifier l'administration, c'est permettre aux institutions de fonctionner plus efficacement tout en facilitant la relation entre les citoyens et l'État.

PARTIE I

Comprendre l'origine de la complexité administrative

La complexité administrative est rarement le résultat d'une décision unique. Elle apparaît généralement de manière progressive. Dans toutes les organisations humaines, les règles ont tendance à s'accumuler avec le temps. Chaque nouvelle situation peut conduire à l'adoption d'une règle destinée à encadrer un problème particulier.

Dans un premier temps, ces règles remplissent généralement leur objectif. Elles permettent d'éviter certaines erreurs ou d'encadrer des situations nouvelles. Mais lorsque ces règles s'ajoutent les unes aux autres pendant de longues périodes, elles peuvent produire un système difficile à comprendre dans son ensemble.

Le système administratif français possède une histoire particulièrement riche. Les institutions publiques ont évolué à travers de nombreuses réformes destinées à améliorer le fonctionnement de l'État. Ces réformes ont permis de renforcer certaines protections sociales, d'améliorer la gestion territoriale et de développer des politiques publiques importantes.

Cependant, l'accumulation progressive des règles peut produire un phénomène que l'on peut qualifier de densité administrative. Les procédures deviennent nombreuses, les textes juridiques se multiplient et les interactions entre institutions deviennent plus complexes.

Cette densité administrative peut produire plusieurs effets. Les citoyens peuvent avoir des difficultés à identifier les démarches nécessaires pour accomplir certaines formalités. Les agents publics eux-mêmes doivent parfois naviguer dans un environnement réglementaire particulièrement dense.

La simplification administrative consiste donc à analyser cette accumulation de règles afin d'identifier les procédures qui pourraient être simplifiées ou mieux coordonnées.

Tableau : exemples de complexité administrative

Situation	Organisation actuelle	Conséquence
Changement d'adresse	Déclarations multiples	Démarches répétées
Demande d'aide	Formulaires multiples	Risque d'erreurs
Suivi administratif	Informations dispersées	Incertitude
Coordination médicale	Données fragmentées	Difficulté de suivi

Les effets de la complexité administrative

La complexité administrative peut produire plusieurs effets sur le fonctionnement du système public. Elle peut ralentir certaines procédures et mobiliser des ressources importantes pour la gestion administrative. Dans de nombreux services publics, une part significative du temps de travail est consacrée à la gestion de formalités administratives.

Dans le secteur de l'éducation, par exemple, certaines tâches administratives peuvent mobiliser les équipes pédagogiques. Dans le domaine de la santé, les professionnels doivent également consacrer du temps à la gestion administrative des dossiers médicaux. Dans le système judiciaire, certaines procédures peuvent être longues en raison de la complexité des règles applicables.

La simplification administrative peut contribuer à améliorer cette situation en réduisant certaines démarches inutiles et en facilitant la coordination entre les institutions.

Conclusion de la première partie

La complexité administrative est le résultat d'une accumulation progressive de règles et de procédures mises en place pour répondre à des besoins légitimes. Comprendre cette accumulation constitue la première étape d'une réforme de simplification. Un système administratif plus lisible permet d'améliorer l'efficacité de l'action publique et de renforcer la confiance entre les citoyens et les institutions.

PARTIE II

L'histoire administrative française et l'évolution de la complexité

Pour comprendre la complexité administrative actuelle, il est nécessaire de revenir sur l'histoire de l'organisation de l'État en France. Le système administratif français ne s'est pas construit en une seule étape. Il résulte d'une succession de transformations politiques, institutionnelles et sociales qui ont progressivement structuré le fonctionnement du pays.

L'administration française moderne trouve une grande partie de ses origines dans la période napoléonienne. Au début du XIX^e siècle, Napoléon Bonaparte entreprend de réorganiser profondément l'État afin de renforcer son efficacité. Il met en place une administration centralisée, structurée autour des préfets et des administrations centrales. Cette organisation permet d'assurer une forte cohérence dans la gestion du territoire et de garantir l'autorité de l'État dans l'ensemble du pays.

Au fil du temps, cette structure administrative s'est enrichie de nouvelles institutions. La création de nombreuses politiques publiques a conduit à l'apparition de nouvelles administrations spécialisées. Le développement de l'État social au XX^e siècle a notamment entraîné la création d'organismes chargés de la protection sociale, de la gestion des retraites, de l'assurance maladie et de nombreuses autres missions.

Ces évolutions ont contribué à construire un modèle administratif particulièrement développé. Ce modèle a permis d'assurer la gestion de politiques publiques ambitieuses et de renforcer la solidarité nationale. Toutefois, il a également entraîné une multiplication progressive des structures administratives et des procédures.

Cette évolution historique explique en grande partie la complexité actuelle du système administratif. Les institutions existantes ont été créées à différentes périodes pour répondre à des besoins spécifiques. Leur coordination n'a pas toujours été pensée dans une logique globale de simplification.

Tableau : grandes étapes de l'évolution administrative française

Période	Évolution administrative	Effet sur l'organisation
XIX ^e siècle	Centralisation napoléonienne	Organisation forte de l'État
XX ^e siècle	Développement de l'État social	Création de nombreuses institutions
Fin XX ^e siècle	Décentralisation	Multiplication des niveaux décisionnels
XXI ^e siècle	Transformation numérique	Modernisation progressive

La multiplication des niveaux administratifs

L'une des caractéristiques du système administratif français réside dans la coexistence de plusieurs niveaux d'administration. L'État central, les régions, les départements, les intercommunalités et les communes participent tous à la gestion de différentes politiques publiques.

Cette organisation territoriale permet d'adapter certaines décisions aux réalités locales. Les collectivités territoriales jouent un rôle important dans la gestion des infrastructures, de l'éducation, de l'aménagement du territoire et de nombreux services publics.

Cependant, la coexistence de plusieurs niveaux administratifs peut parfois produire une certaine complexité. Les citoyens peuvent avoir des difficultés à identifier l'institution responsable d'une décision particulière. Dans certains cas, plusieurs institutions peuvent intervenir sur un même sujet.

La simplification administrative ne consiste pas nécessairement à supprimer ces différents niveaux d'administration. Elle consiste plutôt à clarifier leurs responsabilités respectives et à améliorer leur coordination.

Tableau : organisation administrative territoriale

Niveau administratif	Mission principale
État	Politique nationale et réglementation
Région	Développement économique et aménagement
Département	Action sociale et solidarité
Intercommunalité	Gestion locale des services
Commune	Proximité et services aux citoyens

La perception de la complexité par les citoyens

La complexité administrative n'est pas seulement une réalité institutionnelle. Elle est également une perception ressentie par les citoyens lorsqu'ils doivent accomplir certaines démarches.

Cette perception peut apparaître dans plusieurs situations. Lorsqu'un citoyen souhaite créer une entreprise, demander une aide administrative ou effectuer certaines formalités, il peut être confronté à des procédures qu'il juge difficiles à comprendre.

Dans certains cas, cette difficulté provient simplement d'un manque d'informations. Dans d'autres cas, elle peut être liée à la multiplicité des démarches nécessaires.

Prenons l'exemple de la création d'une activité professionnelle. Un entrepreneur doit souvent effectuer plusieurs démarches auprès de différentes administrations. Ces démarches peuvent concerner l'immatriculation de l'entreprise, les obligations fiscales, les déclarations sociales ou certaines autorisations administratives.

Chaque démarche possède sa logique propre. Mais leur accumulation peut produire une impression de complexité pour la personne qui entreprend ces formalités.

La simplification administrative vise à réduire ces difficultés en améliorant la lisibilité du système.

Exemple concret : création d'une entreprise

Étape	Démarche actuelle
Immatriculation	Déclaration administrative
Fiscalité	Enregistrement fiscal
Protection sociale	Affiliation aux organismes sociaux
Activité spécifique	Autorisations éventuelles

La comparaison internationale

Plusieurs pays ont entrepris ces dernières années des réformes importantes pour simplifier leur organisation administrative. L'étude de ces expériences peut permettre d'identifier certaines pistes d'amélioration.

L'Estonie est souvent citée comme un exemple de transformation administrative réussie. Ce pays a développé une administration numérique particulièrement avancée. Les citoyens disposent d'une identité numérique unique qui leur permet d'effectuer la majorité de leurs démarches administratives en ligne.

Le Danemark a également mis en place des réformes visant à simplifier les interactions entre les citoyens et l'administration. Les services publics sont organisés de manière à limiter les démarches redondantes.

Ces exemples montrent que la simplification administrative est possible. Elle nécessite cependant une vision claire et une transformation progressive des institutions.

Tableau : exemples de simplification administrative internationale

Pays	Réforme principale	Résultat
Estonie	Administration numérique	Démarches rapides
Danemark	Coordination administrative	Simplification des procédures
Finlande	Services publics intégrés	Meilleure accessibilité

Les limites des comparaisons internationales

Il convient toutefois de rester prudent lorsqu'on compare les systèmes administratifs entre pays. Chaque pays possède une histoire institutionnelle spécifique et des structures administratives différentes.

La France possède un territoire vaste, une population importante et un système social particulièrement développé. Ces caractéristiques influencent nécessairement l'organisation administrative.

La simplification administrative doit donc être pensée en tenant compte des spécificités du pays. Il ne s'agit pas de reproduire un modèle étranger, mais d'adapter certaines bonnes pratiques à la réalité française.

Les enjeux de la simplification

La simplification administrative représente aujourd'hui un enjeu important pour plusieurs raisons. Elle permet d'améliorer l'efficacité des institutions, de réduire certaines charges administratives et de renforcer la confiance entre les citoyens et l'État.

Un système administratif clair facilite l'accès aux services publics. Il permet également aux agents publics de se concentrer davantage sur leurs missions principales plutôt que sur des tâches administratives répétitives.

La simplification administrative peut également contribuer à améliorer l'environnement économique. Des démarches plus simples facilitent la création d'entreprises et le développement des activités économiques.

Conclusion de la deuxième partie

L'histoire administrative française explique en grande partie la complexité actuelle du système. Cette complexité résulte d'une accumulation progressive de structures et de procédures mises en place pour répondre à des besoins légitimes.

La simplification administrative ne consiste pas à remettre en cause ces institutions, mais à améliorer leur coordination et leur lisibilité.

La prochaine étape consiste à définir les principes qui peuvent guider une réforme de simplification.

PARTIE III

Les fondements d'un État plus simple

Après avoir analysé l'origine de la complexité administrative et les mécanismes historiques qui ont contribué à son développement, il devient possible d'envisager les principes d'une réforme visant à simplifier l'organisation administrative du pays.

La simplification administrative ne peut pas être réalisée uniquement à travers quelques ajustements techniques. Elle nécessite une réflexion globale sur le fonctionnement des institutions et sur la manière dont les citoyens interagissent avec l'administration.

Pour être efficace, une réforme de simplification doit reposer sur plusieurs principes fondamentaux qui permettent de guider l'évolution du système administratif.

Quatre piliers peuvent constituer la base d'une administration plus simple : la clarté, l'efficacité, la coordination et la confiance.

Premier pilier : la clarté

La clarté constitue l'un des principes essentiels d'un système administratif efficace. Les règles administratives doivent être compréhensibles pour les citoyens. Lorsqu'une règle devient difficile à expliquer, elle devient également difficile à appliquer.

Dans un système administratif clair, les citoyens doivent pouvoir comprendre les démarches qu'ils doivent accomplir, les documents qu'ils doivent fournir et les délais de traitement de leurs demandes.

La simplification administrative peut passer par une révision du langage administratif. Les textes réglementaires et les formulaires peuvent être rédigés de manière plus accessible afin de faciliter leur compréhension.

La clarté des règles contribue également à réduire les erreurs administratives. Lorsque les procédures sont simples et compréhensibles, les citoyens peuvent effectuer leurs démarches plus facilement.

Deuxième pilier : l'efficacité

L'efficacité administrative repose sur la capacité des institutions à traiter les demandes des citoyens dans des délais raisonnables. Un système administratif efficace doit être capable de prendre des décisions rapidement tout en respectant les garanties juridiques nécessaires.

La simplification des procédures peut contribuer à améliorer cette efficacité. En réduisant certaines démarches inutiles et en facilitant la circulation des informations entre les institutions, il devient possible d'accélérer le traitement des dossiers.

L'efficacité administrative ne signifie pas l'absence de contrôle. Les administrations doivent continuer à vérifier les informations et à garantir le respect des règles. Cependant, ces contrôles peuvent être organisés de manière plus fluide.

Troisième pilier : la coordination

La coordination entre les institutions constitue un élément essentiel de la simplification administrative. De nombreuses démarches impliquent aujourd'hui plusieurs administrations différentes.

Lorsque les institutions travaillent de manière coordonnée, les citoyens peuvent effectuer leurs démarches plus facilement. Les administrations peuvent partager certaines informations afin d'éviter aux citoyens de transmettre plusieurs fois les mêmes documents.

Cette coordination peut être facilitée par le développement de systèmes numériques permettant de centraliser certaines données administratives.

Quatrième pilier : la confiance

La confiance constitue un élément fondamental du fonctionnement administratif. Un système administratif simple et transparent renforce la confiance des citoyens dans les institutions.

Lorsque les règles sont claires et les procédures compréhensibles, les citoyens peuvent mieux comprendre les décisions administratives. Cette compréhension contribue à renforcer la légitimité des institutions.

La simplification administrative peut donc être considérée comme un facteur de renforcement de la démocratie.

Tableau : les piliers de la simplification administrative

Pilier	Objectif	Effet attendu
Clarté	Règles compréhensibles	Moins d'erreurs
Efficacité	Procédures rapides	Gain de temps
Coordination	Institutions connectées	Moins de démarches
Confiance	Transparence	Relations apaisées

Dix orientations pour simplifier l'administration

À partir de ces principes, plusieurs orientations concrètes peuvent être envisagées pour simplifier l'organisation administrative du pays.

1. Création d'un compte administratif unique

Chaque citoyen pourrait disposer d'un espace administratif personnel lui permettant d'effectuer l'ensemble de ses démarches en ligne. Ce compte unique permettrait de centraliser les informations nécessaires à différentes procédures.

2. Transmission unique des informations

Les citoyens ne devraient pas avoir à transmettre plusieurs fois les mêmes documents à différentes administrations. Les institutions pourraient partager certaines informations afin de simplifier les démarches.

3. Simplification des formulaires administratifs

De nombreux formulaires pourraient être simplifiés afin de faciliter leur compréhension. Une rédaction plus claire permettrait de réduire les erreurs et les incompréhensions.

4. Réduction des délais administratifs

L'amélioration des procédures et l'utilisation d'outils numériques peuvent contribuer à réduire les délais de traitement de certaines demandes.

5. Coordination entre administrations

Les institutions pourraient renforcer leur coopération afin de faciliter les démarches impliquant plusieurs administrations.

6. Clarification des responsabilités

Les citoyens doivent pouvoir identifier facilement l'administration responsable de leur dossier.

7. Modernisation des outils administratifs

Le développement d'outils numériques performants peut faciliter la gestion administrative et améliorer la coordination entre institutions.

8. Transparence des procédures

Les citoyens devraient pouvoir suivre l'avancement de leurs démarches administratives.

9. Évaluation régulière des procédures

Les procédures administratives devraient être régulièrement évaluées afin d'identifier celles qui pourraient être simplifiées.

10. Formation des agents publics

Les agents publics jouent un rôle essentiel dans la simplification administrative. Leur formation peut contribuer à améliorer la qualité du service rendu aux citoyens.

Tableau : dix orientations pour la simplification

Orientation	Objectif
Compte administratif unique	Centraliser les démarches
Transmission unique des données	Réduire les répétitions
Simplification des formulaires	Faciliter la compréhension
Réduction des délais	Accélérer les décisions
Coordination administrative	Améliorer la coopération

Le guichet administratif unique

L'une des mesures les plus structurantes de la simplification administrative pourrait être la création d'un guichet administratif unique.

Ce guichet permettrait aux citoyens d'effectuer plusieurs démarches administratives à partir d'un seul point d'entrée. Les administrations concernées pourraient ensuite coordonner le traitement des dossiers.

Un tel système permettrait de réduire considérablement la complexité administrative perçue par les citoyens.

Conclusion de la troisième partie

La simplification administrative repose sur une transformation progressive de l'organisation des institutions. Elle nécessite une clarification des règles, une amélioration de la coordination entre administrations et une modernisation des outils utilisés par les services publics.

Ces transformations ne peuvent pas être réalisées du jour au lendemain. Elles nécessitent une vision claire et une démarche progressive.

La prochaine étape consiste à analyser les moyens concrets permettant de mettre en œuvre cette transformation.

PARTIE IV

La transformation numérique de l'administration

La simplification administrative ne peut pas être envisagée aujourd'hui sans prendre en compte la transformation numérique de l'État. Les technologies numériques offrent des possibilités considérables pour améliorer la coordination entre les institutions et faciliter les démarches des citoyens.

Au cours des dernières décennies, les administrations publiques ont progressivement développé des services numériques permettant d'effectuer certaines démarches en ligne. De nombreux services publics proposent aujourd'hui des plateformes numériques permettant aux citoyens d'accéder à certaines informations ou de réaliser certaines formalités administratives.

Cependant, ces services restent souvent organisés par institution. Chaque administration possède généralement sa propre plateforme et ses propres procédures. Cette organisation peut parfois reproduire la fragmentation administrative existante.

La transformation numérique de l'administration doit donc aller au-delà de la simple numérisation des procédures existantes. Elle doit permettre de repenser l'organisation des démarches administratives afin de faciliter leur utilisation par les citoyens.

L'objectif n'est pas seulement de transférer les démarches administratives vers des plateformes numériques, mais de simplifier leur structure et d'améliorer la coordination entre les institutions.

Le principe d'une administration numérique intégrée

Une administration numérique intégrée pourrait permettre de centraliser certaines démarches administratives. Les citoyens pourraient accéder à un espace administratif unique leur permettant de gérer l'ensemble de leurs relations avec l'administration.

Cet espace pourrait regrouper plusieurs fonctions :

- la gestion des informations personnelles nécessaires aux démarches administratives
- l'accès aux différents services publics
- le suivi des dossiers en cours
- la réception des décisions administratives.

Un tel système permettrait de réduire la répétition des démarches et d'améliorer la lisibilité du système administratif.

Tableau : fonctionnement d'une administration numérique intégrée

Fonction	Situation actuelle	Amélioration possible
Informations personnelles	Données répétées	Centralisation
Démarches administratives	Plateformes multiples	Accès unique
Suivi des dossiers	Informations limitées	Suivi transparent
Communication administrative	Courriers multiples	Espace numérique

L'émergence de l'intelligence artificielle

La transformation numérique de l'administration s'inscrit dans une évolution technologique plus large qui a profondément modifié les sociétés contemporaines. Parmi ces évolutions, le développement de l'intelligence artificielle occupe une place particulière.

Contrairement à une idée parfois répandue, l'intelligence artificielle n'est pas une technologie récente apparue soudainement au cours des dernières années. Les premières recherches dans ce domaine remontent au milieu du XX^e siècle. Dès les années 1950, des chercheurs en mathématiques et en informatique ont commencé à explorer la possibilité de créer des systèmes capables d'effectuer certaines tâches habituellement associées à l'intelligence humaine.

Ces premiers travaux visaient notamment à développer des programmes capables de résoudre des problèmes logiques, d'effectuer des calculs complexes ou d'analyser certaines formes d'information. Les progrès technologiques de l'informatique ont progressivement permis d'améliorer ces capacités.

Au fil des décennies, les recherches en intelligence artificielle ont connu plusieurs phases d'accélération, notamment avec l'augmentation de la puissance de calcul des ordinateurs et le développement de nouvelles méthodes d'analyse des données. Les avancées récentes dans le domaine de l'apprentissage automatique et du traitement des données ont permis d'élargir considérablement les domaines d'application de ces technologies.

Aujourd'hui, l'intelligence artificielle est utilisée dans de nombreux secteurs tels que la recherche scientifique, l'industrie, la médecine ou les transports. Ces technologies permettent notamment d'analyser de grandes quantités d'informations, d'identifier certains modèles dans les données et d'assister les professionnels dans leurs prises de décision.

Dans le domaine administratif, l'intelligence artificielle peut constituer un outil utile pour améliorer l'organisation de certaines procédures. Elle peut faciliter le traitement de certaines démarches, aider à analyser des volumes importants d'informations ou contribuer à améliorer la coordination entre institutions.

Cependant, l'utilisation de ces technologies dans les institutions publiques nécessite un cadre clair. La protection des données, la transparence des décisions et le respect des principes juridiques doivent rester au cœur de toute évolution technologique.

L'intelligence artificielle ne doit donc pas être envisagée comme un remplacement des institutions ou des agents publics. Elle peut plutôt être considérée comme un outil permettant d'accompagner la modernisation administrative et d'améliorer l'efficacité de certaines missions de service public.

La question de la sécurité des données

La transformation numérique de l'administration soulève également la question de la sécurité des données. Les administrations publiques gèrent un volume important d'informations sensibles concernant les citoyens.

La protection de ces données constitue une priorité absolue. Les systèmes numériques utilisés par l'administration doivent garantir un niveau de sécurité élevé afin de protéger les informations personnelles.

Plusieurs mesures peuvent être envisagées pour renforcer cette sécurité :

- le développement d'infrastructures numériques sécurisées
- l'utilisation de technologies de chiffrement avancées
- la mise en place de systèmes d'authentification renforcés
- la formation des agents publics aux enjeux de cybersécurité.

La confiance des citoyens dans les services numériques dépend largement de la capacité des institutions à protéger leurs données.

Tableau : principes de sécurité numérique

Principe	Objectif
Protection des données	Garantir la confidentialité
Chiffrement	Sécuriser les communications
Authentification	Vérifier l'identité
Contrôle d'accès	Limiter l'utilisation des données

La réduction des coûts administratifs

La simplification administrative peut également produire des effets économiques importants. Les procédures administratives mobilisent des ressources humaines et financières significatives.

Dans de nombreux services publics, une part importante du travail consiste à traiter des formulaires, vérifier des informations et coordonner certaines procédures entre institutions. Ces tâches sont nécessaires au fonctionnement du système administratif, mais leur multiplication peut ralentir certaines décisions.

La simplification administrative peut permettre de réduire certaines charges administratives en améliorant l'organisation des procédures.

Par exemple, la centralisation de certaines informations peut éviter aux administrations de traiter plusieurs fois les mêmes documents. La coordination entre institutions peut également réduire les délais de traitement.

Tableau : impact économique de la simplification

Domaine	Situation actuelle	Effet possible
Gestion administrative	Procédures nombreuses	Réduction du temps administratif
Coordination entre institutions	Échanges multiples	Simplification
Traitement des dossiers	Délais variables	Accélération
Organisation des services	Fragmentation	Meilleure efficacité

Le rôle des agents publics

La simplification administrative ne peut pas être réalisée uniquement à travers des outils numériques ou des réformes institutionnelles. Les agents publics jouent un rôle central dans la transformation de l'administration.

Les fonctionnaires et les agents des services publics disposent d'une connaissance approfondie des procédures administratives. Leur expérience constitue une ressource précieuse pour identifier les démarches qui pourraient être simplifiées.

La formation des agents publics peut également contribuer à améliorer la qualité du service rendu aux citoyens. Une meilleure compréhension des outils numériques et des nouvelles procédures peut faciliter la mise en œuvre des réformes.

La simplification administrative doit donc être envisagée comme une transformation collective impliquant l'ensemble des acteurs du service public.

Le plan de transformation administrative

Une réforme de simplification administrative ne peut pas être réalisée instantanément. Elle nécessite une démarche progressive permettant d'adapter les institutions et les procédures.

Plusieurs étapes peuvent être envisagées pour mettre en œuvre cette transformation.

La première étape consiste à analyser les procédures existantes afin d'identifier celles qui pourraient être simplifiées. Cette analyse peut être réalisée en collaboration avec les administrations concernées et les agents publics.

La deuxième étape consiste à expérimenter certaines réformes à petite échelle. Des projets pilotes peuvent permettre de tester de nouvelles méthodes d'organisation administrative.

La troisième étape consiste à généraliser les réformes qui ont démontré leur efficacité.

Tableau : étapes de la transformation administrative

Étape	Objectif
Analyse	Identifier les procédures complexes
Expérimentation	Tester les réformes
Évaluation	Mesurer les résultats
Généralisation	Déployer les solutions

Conclusion de la quatrième partie

La transformation numérique et la simplification administrative constituent deux dimensions complémentaires d'une réforme de l'État. Les outils numériques peuvent faciliter la coordination entre institutions, améliorer l'accès aux services publics et réduire certaines démarches administratives.

Cependant, cette transformation doit être menée avec prudence afin de garantir la sécurité des données et de préserver la confiance des citoyens.

La simplification administrative ne se limite pas à une réforme technique. Elle représente une transformation plus profonde de la relation entre les citoyens et l'administration.

PARTIE V

Vers un nouveau modèle administratif

La simplification administrative ne doit pas être considérée uniquement comme une réforme technique visant à réduire certaines procédures. Elle représente une transformation plus profonde de la manière dont les institutions publiques interagissent avec les citoyens.

L'administration publique joue un rôle essentiel dans le fonctionnement d'un pays. Elle assure la mise en œuvre des politiques publiques, organise les services publics et garantit l'application des lois. La qualité de son fonctionnement influence directement la perception que les citoyens ont de l'État.

Lorsque les procédures administratives sont claires et compréhensibles, les citoyens peuvent accomplir leurs démarches plus facilement. Ils comprennent mieux les décisions qui les concernent et peuvent exercer leurs droits dans de meilleures conditions.

La simplification administrative peut ainsi contribuer à renforcer la confiance entre les citoyens et les institutions.

La gouvernance administrative

Une réforme de simplification administrative implique également une réflexion sur la gouvernance des institutions publiques. Le fonctionnement administratif d'un pays repose sur une organisation complexe impliquant de nombreux acteurs : administrations centrales, collectivités territoriales, organismes publics et services spécialisés.

Pour améliorer la lisibilité du système administratif, il peut être utile de renforcer la coordination entre ces différents acteurs. Une meilleure coopération entre institutions permet de réduire certaines redondances et d'améliorer l'efficacité de l'action publique.

La clarification des responsabilités constitue également un élément important de la gouvernance administrative. Les citoyens doivent pouvoir identifier facilement l'administration responsable d'une décision ou d'un service public.

Une organisation administrative plus lisible contribue à améliorer la compréhension du système institutionnel.

Tableau : principes d'une gouvernance administrative simplifiée

Principe	Objectif
Coordination	Améliorer la coopération entre institutions
Responsabilité	Clarifier les compétences
Transparence	Rendre les décisions compréhensibles
Accessibilité	Faciliter l'accès aux services publics

L'administration au service des citoyens

La simplification administrative doit être guidée par un principe fondamental : l'administration existe pour servir les citoyens. Les institutions publiques ont pour mission de faciliter l'accès aux services publics et de garantir l'égalité devant la loi.

Dans cette perspective, les procédures administratives doivent être conçues en tenant compte de l'expérience des citoyens. Les démarches doivent être compréhensibles, accessibles et proportionnées aux besoins.

Les agents publics jouent un rôle central dans cette relation entre l'administration et les citoyens. Leur engagement et leur expertise permettent d'assurer la qualité du service public.

La simplification administrative peut contribuer à améliorer leurs conditions de travail en réduisant certaines tâches administratives répétitives.

Simplification administrative et développement économique

L'organisation administrative d'un pays influence directement son environnement économique. Des procédures administratives complexes peuvent ralentir la création d'entreprises, retarder certains investissements et mobiliser des ressources importantes pour la gestion de formalités.

La simplification administrative peut contribuer à améliorer cette situation. Lorsque les démarches nécessaires à la création d'une activité sont plus claires et plus rapides, les entrepreneurs peuvent se concentrer davantage sur le développement de leurs projets. La réduction de certaines formalités administratives peut également faciliter l'innovation et encourager la création d'activités économiques.

Un système administratif plus lisible permet également d'améliorer la relation entre les entreprises et les institutions publiques. Les entrepreneurs peuvent identifier plus facilement les interlocuteurs administratifs compétents et accéder plus rapidement aux dispositifs d'accompagnement existants.

La simplification administrative constitue donc un facteur favorable au développement économique. Elle permet de créer un environnement plus propice à l'initiative et à l'investissement.

La simplification administrative au service des grandes politiques publiques

La simplification administrative ne constitue pas uniquement une réforme interne de l'organisation de l'État. Elle possède également des conséquences importantes sur l'ensemble des politiques publiques. Lorsque les institutions fonctionnent de manière plus claire et plus coordonnée, elles sont en mesure d'agir plus efficacement dans de nombreux domaines qui concernent directement la vie quotidienne des citoyens.

La modernisation administrative peut ainsi contribuer à améliorer l'efficacité des politiques économiques, le fonctionnement des services publics, la transition écologique, la sécurité et la gestion des relations internationales. Un État plus simple et mieux coordonné renforce la capacité d'action publique dans ces différents domaines.

Dix réformes pour simplifier la France

La simplification administrative nécessite une vision claire et des orientations concrètes. Plusieurs réformes peuvent être envisagées afin de rendre l'administration plus lisible, plus efficace et plus accessible pour les citoyens.

Ces réformes ne visent pas à remettre en cause les fondements de l'État, mais à améliorer son fonctionnement afin de répondre aux attentes de la société contemporaine.

1. Création d'un compte administratif unique

Chaque citoyen pourrait disposer d'un compte administratif unique lui permettant d'accéder à l'ensemble des services publics en ligne et de gérer ses démarches administratives à partir d'un seul espace.

2. Principe « dites-le nous une fois »

Les citoyens ne devraient pas avoir à transmettre plusieurs fois les mêmes informations à différentes administrations. Une information déjà fournie à une administration pourrait être réutilisée par les autres institutions concernées.

3. Guichet administratif unique

Les démarches impliquant plusieurs administrations pourraient être centralisées au sein d'un guichet administratif unique, permettant aux citoyens d'effectuer leurs démarches à partir d'un seul point d'entrée.

4. Simplification des formulaires administratifs

De nombreux formulaires administratifs pourraient être révisés afin de les rendre plus compréhensibles et plus accessibles pour les citoyens.

5. Délais administratifs encadrés

Certaines procédures administratives pourraient être soumises à des délais maximum de traitement afin d'améliorer la prévisibilité des décisions administratives.

6. Révision régulière des normes administratives

Les normes administratives pourraient faire l'objet d'une évaluation régulière afin d'identifier celles qui pourraient être simplifiées ou supprimées.

7. Coordination renforcée entre institutions

Les administrations pourraient renforcer leur coopération afin d'améliorer la gestion des démarches impliquant plusieurs institutions.

8. Modernisation numérique des services publics

Le développement d'outils numériques performants permettrait de faciliter les démarches administratives et d'améliorer l'accès aux services publics.

9. Transparence des procédures administratives

Les citoyens pourraient disposer d'outils leur permettant de suivre l'avancement de leurs démarches administratives en temps réel.

10. Participation des agents publics à la simplification

Les agents publics, en raison de leur expérience quotidienne des procédures administratives, peuvent contribuer activement à l'identification des démarches qui pourraient être simplifiées.

Simplification administrative et transition écologique

Les administrations publiques jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre des politiques environnementales. De nombreuses initiatives liées à la transition écologique nécessitent l'intervention de procédures administratives encadrant les projets et les investissements.

Dans certains cas, la complexité de ces procédures peut ralentir la réalisation de projets favorables à la transition énergétique ou à la protection de l'environnement. La simplification administrative peut contribuer à améliorer cette situation en rendant les démarches plus lisibles et plus rapides.

Par exemple, la simplification des procédures liées à la rénovation énergétique des bâtiments peut encourager les citoyens à entreprendre des travaux permettant d'améliorer l'efficacité énergétique des logements. De même, une meilleure coordination administrative peut faciliter le développement de projets liés aux énergies renouvelables ou à la mobilité durable.

La modernisation administrative peut ainsi soutenir les objectifs environnementaux en facilitant la mise en œuvre de solutions favorables au développement durable.

Tableau : simplification administrative et transition écologique

Domaine	Effet de la simplification
Rénovation énergétique	Accélération des projets
Énergies renouvelables	Simplification des autorisations
Mobilité durable	Facilitation des initiatives
Aménagement du territoire	Décisions plus rapides

Simplification administrative et gestion des mobilités internationales

Dans un contexte de mobilité internationale croissante, les administrations publiques sont amenées à traiter un nombre important de démarches liées aux déplacements, aux études, au travail ou à l'installation temporaire de personnes venant d'autres pays.

Ces démarches impliquent souvent plusieurs institutions administratives et peuvent nécessiter la transmission de nombreux documents. La simplification administrative peut contribuer à améliorer la lisibilité et l'efficacité de ces procédures.

Une meilleure coordination entre les institutions concernées permettrait de faciliter la gestion administrative des mobilités internationales tout en garantissant le respect des règles juridiques applicables.

Des procédures plus claires et mieux organisées peuvent également contribuer à améliorer l'accueil administratif des étudiants, des chercheurs ou des professionnels internationaux participant à l'activité économique et scientifique du pays.

Simplification administrative et coopération internationale

La capacité d'un pays à coopérer efficacement avec ses partenaires internationaux dépend également de l'efficacité de son organisation administrative. Les institutions publiques participent à de nombreuses formes de coopération dans les domaines économique, scientifique, environnemental ou sécuritaire.

Une administration claire et bien coordonnée permet de faciliter les échanges entre institutions nationales et partenaires étrangers. Elle améliore également la capacité de l'État à mettre en œuvre des politiques publiques coordonnées avec d'autres pays ou organisations internationales.

La modernisation administrative peut renforcer la capacité d'analyse et de décision des institutions face aux transformations rapides du contexte international. Elle permet également de simplifier certaines procédures nécessaires à la participation du pays à des projets internationaux.

Un système administratif efficace constitue ainsi un facteur important de la capacité d'action d'un État dans un environnement international de plus en plus complexe.

L'équilibre entre innovation et stabilité

Toute réforme administrative doit trouver un équilibre entre innovation et stabilité. Les institutions publiques doivent évoluer afin de s'adapter aux transformations de la société. Cependant, elles doivent également préserver la stabilité nécessaire au bon fonctionnement de l'État.

La simplification administrative ne doit pas être perçue comme une remise en cause des fondements institutionnels du pays. Elle vise plutôt à améliorer leur fonctionnement afin de répondre aux attentes des citoyens.

Les réformes administratives doivent être menées de manière progressive afin de permettre aux institutions de s'adapter aux changements.

Une vision pour l'avenir

La simplification administrative peut être envisagée comme une étape importante dans la modernisation de l'État. Elle permet de repenser l'organisation des institutions publiques afin de les rendre plus efficaces et plus accessibles.

Un système administratif plus simple facilite la participation des citoyens à la vie collective. Il renforce la transparence des décisions publiques et améliore la qualité des services publics.

La modernisation administrative constitue également un facteur de développement économique. Des procédures plus simples facilitent la création d'entreprises et encouragent l'innovation.

La simplification administrative contribue ainsi à créer un environnement plus favorable au développement du pays.

Conclusion générale

La simplification administrative ne constitue pas seulement une réforme technique visant à réduire certaines procédures. Elle représente une évolution plus profonde de la manière dont les institutions publiques interagissent avec les citoyens.

Au fil de l'histoire, l'organisation administrative française s'est construite progressivement afin de répondre à des besoins multiples : garantir l'égalité devant la loi, organiser les services publics, protéger les citoyens et assurer la continuité de l'action publique. Cette construction institutionnelle a permis de développer un système administratif solide et reconnu pour sa capacité à mettre en œuvre des politiques publiques ambitieuses.

Cependant, cette richesse institutionnelle s'est accompagnée d'une accumulation progressive de règles, de procédures et de structures administratives. Individuellement, ces dispositifs ont souvent été créés pour répondre à des besoins légitimes. Mais leur multiplication au fil du temps a parfois rendu l'ensemble du système difficile à appréhender pour les citoyens.

La simplification administrative ne consiste pas à remettre en cause les fondements du modèle public français. Elle vise plutôt à améliorer son fonctionnement afin de le rendre plus lisible, plus efficace et plus accessible.

Un système administratif plus simple permet d'améliorer la qualité de l'action publique. Il facilite les démarches des citoyens, renforce l'efficacité des services publics et contribue à créer un environnement plus favorable au développement économique et social.

La modernisation administrative constitue également un enjeu démocratique. Lorsque les règles sont compréhensibles et les procédures transparentes, les citoyens peuvent mieux comprendre les décisions publiques qui les concernent. Cette compréhension renforce la confiance dans les institutions et favorise la participation à la vie collective.

La transformation administrative ne peut toutefois pas être réalisée instantanément. Elle nécessite une démarche progressive fondée sur l'analyse des procédures existantes, l'expérimentation de nouvelles méthodes d'organisation et l'évaluation régulière des réformes engagées.

Cette transformation doit également associer l'ensemble des acteurs du service public. Les agents publics, les collectivités territoriales, les institutions nationales et les citoyens eux-mêmes participent à la construction d'un système administratif plus simple et plus efficace.

La simplification administrative peut ainsi être envisagée comme une étape importante dans la modernisation de l'État. Elle permet de repenser l'organisation des institutions afin de les adapter aux évolutions de la société et aux attentes des citoyens.

Un État clair, coordonné et accessible constitue l'un des fondements d'une société démocratique moderne.

Mot de conclusion

Un pays fonctionne mieux lorsque les règles qui organisent la vie collective sont compréhensibles par tous.

La simplicité ne signifie pas l'absence d'organisation. Elle représente au contraire l'aboutissement d'un effort collectif visant à rendre les institutions plus lisibles, plus efficaces et plus proches des citoyens.

Simplifier l'administration ne consiste pas à affaiblir l'État.

Il s'agit de le rendre plus clair, plus accessible et plus adapté aux défis du monde contemporain.

Car une administration simple est avant tout une administration au service des citoyens.

Livre diffusé librement.

Vous pouvez soutenir ce travail par une contribution libre.

Contact : simplifierlafrance@gmail.com